

RIUESS - XIIIème Rencontres

ANGERS - France

5 au 7 juin 2013

Penser et faire l'ESS aujourd'hui.

Valeurs, Statuts, Projets ?

www.riuess.org

<http://riuess2013.sciencesconf.org>

***L'Economia Socială en Roumanie: un secteur dissymétrique et reformaté.
Enjeux territoriaux et institutionnelles.***

Alexandru Dragan, doctorant

UNIVERSITÉ D'ANGERS – UMR 6590 CNRS, ESO ANGERS
UNIVERSITATEA DE VEST DIN TIMIȘOARA, ROUMANIE

INTRODUCTION

Depuis la chute du communisme, la Roumanie a traversé une période de changements importants ces 23 dernières années. Les secteurs économiques, les mentalités et les habitudes ont évolué dans une direction plus ou moins positive. Durant cette période, deux problématiques ont toujours été présentes: les changements politiques (mutation) et la récupération économique (transition), complétées par l'intégration de la Roumanie dans l'OTAN et l'Union Européenne.

Mais cela n'était pas suffisant, peu de structures ou de citoyens ont pensé à la « société civile », à ses mécanismes, à ses forces... Ainsi, les coopératives agricoles, présentes à peu près dans chaque village, ont aujourd'hui presque entièrement disparu. Les autres coopératives (de consommation et d'artisanat), très puissantes il y a 22 ans, sont en crise... En revanche, des structures interdites durant la période communiste (associations, fondations, institutions financières non-bancaires) ont connu un réel renouveau. Le 12 avril 2012, le Ministre roumain de l'agriculture déclarait qu' « après 20 ans d'émiettement agricole, il faut qu'on voie que Ceausescu n'a pas été idiot avec l'association coopérative et que sans cette association nous gaspillons le potentiel agricole¹ ». Malgré cette vision positive de l'association, les réactions ont été dures, le ministre étant souvent associé aux communistes. Par conséquent, nous comprenons bien que le traumatisme communiste reste toujours un sujet sensible pour les roumains, qui essaient de rejeter ce qui peut être associé à ces temps difficiles.

Néanmoins, nous pouvons aussi noter des exemples positifs, des actions et des résultats remarquables, fruits du travail d'ONG roumaines. L'ouverture internationale, l'échange de pratiques et d'expériences, ainsi que quelques lignes de financement contribuent à dynamiser ce secteur. De plus, certaines ONG qui ont pour objectif le dialogue social, le lobbying, sont les pionnières d'une éducation de la confiance, du dialogue....

Dans un premier temps, nous allons synthétiser le contexte de l'étude et la problématique (1) ; les aspects méthodologiques et les territoires d'étude seront ensuite détaillés (2). Quelques résultats préliminaires, comme des exemples de clivages territoriaux ainsi que des nouvelles pistes de recherche vont constituer la dernière partie (3).

¹Le Ministre de l'agriculture, Stelian Fuiia, pour Mediafax, le 12.04.2012

I. L'ECONOMIA SOCIALĂ EN ROUMANIE : DES ENJEUX MULTIPLES

1.1. Un secteur dissymétrique, reformaté et peu étudié

En Roumanie, *Le concept de l'Économie Sociale* apparaît pour la première fois en 2002, dans la loi HG 829/2002 concernant le Plan national anti-pauvreté et la promotion de l'inclusion sociale, étant assimilé à un principe qui vise à la construction d'une société inclusive². Une définition plus élaborée est avancée en 2008, grâce à de nouvelles lignes de financement européen³. Dans ces documents, l'ES est définie comme « [un] terme générique utilisé pour un groupe de personnes qui se réunit dans le but d'assumer un rôle économique actif dans le processus de l'inclusion sociale, par exemple coopératives, entreprises sociales, ONG et autres organisations à but non lucratif qui ont un rôle important dans des activités de gestion et de consolidation »⁴.

En 2011, les notions d'«entrepreneuriat social » et « économie sociale » sont pour la première fois mises en lumière au niveau national dans le cadre d'un débat autour de la Loi de l'Entrepreneuriat Social. Ce projet législatif, considéré comme incomplet et plutôt favorable aux entreprises privées, sera retiré avant son vote suite aux pressions exercées par les ONG.

Le besoin d'*étudier*, de faire connaître et implicitement de développer le secteur de l'ES en Roumanie a été partiellement satisfait par des chercheurs ou des ONG. Hormis quelques sociologues (Vlăsceanu, 1996, 2010, Zamfir, 2010, Cace, 2010 etc.) qui s'en sont approchés mais plutôt dans une logique sectorielle d'aide sociale, de groupes vulnérables et d'exclusion, le secteur de l'Économie Sociale n'a pas été étudié dans sa globalité. Il existe peu de situations où les organismes publics locaux ou centraux se sont lancés de manière directe dans ce besoin. Enfin, la référence spatiale et géographique est quasi-inexistante dans les recherches portant sur ce secteur. Cela représente là encore une raison pour développer ce

² HG 829/2002 concernant le Plan national anti-pauvreté et la promotion de l'inclusion sociale

³ Programme Opérationnel Sectoriel: Développement des Ressources Humaines

⁴Rapport Ministériel, 2010, *Raport de cercetare privind economia socială în România din perspectivă europeană comparată*, Ministère du Travail ; de la Famille et de la Protection Sociale, pp. 35

point de vue dans notre étude et tenter de pallier à cette absence préjudiciable pour la compréhension complète d'un phénomène.

Le *reformatage et la dissymétrie* du secteur de l'ES sont relevés premièrement par les changements législatifs récents, cela induisant un périmètre juridique fragmenté. En parallèle, la résilience et l'adaptabilité ou la perception intrinsèque et extrinsèque des différents types de structures de l'ES forment plutôt un secteur à plusieurs vitesses qu'un organisme unitaire.

Selon le Ministère du Travail, de la Famille et de la Protection Sociale⁵, il y a deux types de structures juridiques dans la sphère de l'Économie Sociale : des organismes *spécifiques pour l'ES* (Organisations non-profit - ONG, Caisse d'Aide Réciproque - CAR, Coopératives de crédit et Sociétés coopératives) et *d'autres formes d'organisations pertinentes pour l'ES* (Unités protégées autorisées – UPA, Institutions financières non-bancaires – IFN, PME et sociétés commerciales). Mais la segmentation de l'ES n'est pas que formelle, les modifications législatives perpétuelles ainsi que les possibilités de financement différentes (et souvent limitées) induisent également des pratiques et des formes d'organisation hétéroclites. Le côté territorial ne fait pas d'exception, les clivages classiques urbain-rural étant souvent doublés par des disparités complexes, liées au développement économique, ethnicité, frontières etc.

1.2. Des approches parallèles et croisées

L'objectif scientifique de cette thèse est de comprendre le rôle et la place de l'Économie Sociale à la fois comme « développeur » (social, économiques, innovational, organisationnel, relationnel) et comme « acteur » (par rapport aux secteurs public et privé), dans un approche territorial.

En 2009, 65% de population occupée dans le milieu rural été active dans le secteur informel ou de ménage (13% dans le milieu urbain)⁶. En parallèle, en 2012, 8,89 millions de roumains (41% de population) été en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale⁷. A partir de ce constat simple, structurel et territorial, *la problématique* peut d'exprimer en ces termes :

- Comment les structures de l'Économie Sociale contribuent à la protection et réinsertion sociale des personnes vulnérables en Roumanie ?

⁵ Dans le *Raport de cercetare privind economia social în România din perspectivă europeană comparată*, 2010

⁶ Preda, M., (2009), *Riscuri si inechitati sociale in Romania*, pp. 42

⁷ Rapport BNS *România în contextul Agendei UE 2020*, 2012, pp. 52

- Quelle est l'apport des OES dans la co-construction territoriale en milieu rural et urbain, dans la Région Ouest de la Roumanie? Peut-on parler d'une distribution optimale des tâches entre différents acteurs (publics, privée, ESS) pour réduire les disparités sociales ?
- Quel est le rôle des réseaux nationaux et internationaux dans le fonctionnement des OES au niveau local (transferts, dépendances, connaissances) ?

En développant la première question, plusieurs thématiques se relèvent. D'un côté, il faut décomposer la « vulnérabilité » pour une analyse plus fine concernant, entre autres, la précarité, les minorités, la jeunesse-vieillesse, le secteur médico-social etc. Mais cette décomposition est également territoriale, dans la Région Ouest étant possible d'identifier une diversité remarquable des espaces laboratoire. Ainsi, nous pouvons parler de territoires « plus » ou « moins » inclusives, ce fait dépendant, par ailleurs, de leurs statuts économiques, de taux d'urbanisation, de la culture entrepreneuriale, d'ethnie ou de confession.

Concernant la co-construction territoriale et les réseaux, nous allons chercher la place de l'ES dans la symbiose intersectorielle, comme porteur potentiel d'innovation mais aussi comme une solution contre « l'hémorragie » de l'espace rural (ex : au travers des IAE).

Dans une démarche fonctionnelle intrinsèque, un premier but c'est de comprendre la rationalité des réseaux, leurs instigateurs, leur relais ou leur structuration. Deuxièmement, il est nécessaire de vérifier le fonctionnement et la viabilité des entités d'ES, voir comment minimiser les risques, dépasser la dépendance des projets uniques, ou comment développer l'activité économique et les revenus propres des OES.

Pour guider notre travail, nous avançons comme *hypothèses* que :

- Le rôle des OES dans l'inclusion sociale est de plus en plus présent mais il reste minimal, car ces enjeux font traditionnellement partie des charges étatiques ;
- Il y a de plus en plus de partenariats Public-ES viables au niveau d'inclusion sociale, les établissements publics externalisant ces tâches en financement des OES ;
- Les réseaux d'ES impliqués dans l'inclusion sociale et dans des services de santé prennent souvent une forme internationale, charitable et religieuse. Néanmoins, la dimension nationale des fédérations est de plus en plus importante au niveau d'entre-aide et du lobbying.
- L'ouest de la Région Ouest connaît plus d'effervescence concernant les pratiques de l'ES.

II. INTERROGER LA GEOGRAPHIE SOCIALE. UNE METHODOLOGIE CENTREE SUR LA REGION OUEST

2.1. Une méthodologie de « défrichage »

Faire et étudier l'Economie Sociale en Roumanie n'est pas une démarche simple, s'approcher d'un secteur si peu étudié est à la fois un challenge et une opportunité, surtout dans la sphère géographique. Dans ce contexte, quelques méthodes vont être mobilisées, dans une manière à la fois chronologique mais aussi transversale.

D'abord, en suivant une méthode *analytique*, nous chercherons la direction fondamentale et structurelle que ce secteur tente à suivre (école anglo-saxonne, francophone...). De plus, le périmètre de l'ES en Roumanie reste encore vague, les facteurs juridiques n'étant pas toujours en concordance avec les principes et les valeurs de ce secteur, ce qui demande un traitement particulier, par chaque forme d'ES.

Une deuxième étape interroge une méthode *dialectique*, pour déchiffrer correctement les relations horizontales et verticales entre les acteurs territoriaux, particulièrement en lien avec les organismes de l'ES. Les outils principaux mobilisés à partir de cette étape seront le *questionnaire* et l'*entretien semi-directif*, appliquées dans 8 territoires de la Région Ouest.

Le questionnaire a pour but de relever les tendances générales, quantifiables et comparables des structures de l'ES. Doublé par des données statistiques officielles, cet outil a la vocation de relever une vision compacte et détaillée sur la Région de l'Ouest. Mais cela n'est pas complet sans des explications sur des sujets et cas particuliers, fait relevé par l'approche qualitative. C'est dans cette logique que les entretiens seront appliqués dans chaque territoire à 3 types d'acteurs : des OES, des établissements publics et des experts (des chercheurs, des professionnels) pour surprendre le contenu et la forme, le commun et le hasard, la cause et l'effet, le général, le particulier et l'interdépendance, analysées dans une manière *inductive* et *comparative*. Si la grille d'analyse est conforme aux problématiques proposées dans la première partie, nous la laisserons ouverte en l'adaptant selon des nouvelles pistes découvertes dans le territoire.

Une stratégie particulière d'analyse est la démarche semi-active, qui vise à pouvoir comprendre le fonctionnement des OES d'un regard intérieur. En pratique, nous faisons la liaison entre un ONG de Tübingen (Allemagne) et des OES de la Région de l'Ouest, dans une activité charitable unidirectionnelle vers la Roumanie. C'est ici où nous observons les pratiques organisationnelles, relationnelles mais aussi concurrentielles des OES de l'Ouest.

2.2. Jouer avec l'échelle : le choix des terrains d'investigation.

Territoire humainement et naturellement hétérogène, la Région de l'Ouest est située à la frontière avec la Serbie et la Hongrie, étant, avec presque 2 millions d'habitants, la région la moins peuplée de la Roumanie. Composée par 4 départements, Timiș et Arad, à l'ouest - en émergence, Caraș-Severin et Hunedoara à l'est – en déclin, la Région de l'Ouest n'est qu'une « coquille vide » du point de vue administratif, car le processus de régionalisation est encore un désirant en Roumanie. Cette région est l'une de plus dynamique de la Roumanie avec un PIB (6.281 € / habitant en 2013⁸) qui la classe la deuxième après la capitale. Ce territoire est un construit commun de plusieurs cultures, un nombre considérable des minorités ethniques étant encore présent dans la région.

Mais les réalités sont plus nuancées, et souvent les disparités sont bien visible entre l'ouest et l'est de la région, entre les grandes et petites villes, entre l'urbain et le rural... Nous retenons pour l'instant qu'il est possible d'observer un territoire plus cohérent et homogène dans la partie ouest de la Région Ouest, par rapport au reste du territoire, fait dépendant de plusieurs facteurs :

- L'ouest de la région est un territoire géographiquement homogène (la Plaine de l'Ouest), polarisé directement par les deux villes, le transfert des idées et des pratiques étant développé principalement et premièrement dans cet espace ;
- Certains projets développés par des OES se sont localisés dans l'espace périurbain, en raison de coûts moins chers : facilités fiscales, prix du foncier plus faible etc. Cela explique que des communes rurales proches de Timisoara ou Arad comptent plus des ONG que d'autres villes d'ailleurs ;
- Dans l'ouest nous trouvons plusieurs petites villes qui, croisées avec des villages bien peuplés, donnent une consistance démographique remarquable à cet espace ;
- Cet espace connaît, généralement, un développement économique supérieur par rapport à l'Est, le décalage étant encore plus visible après la chute du communisme, depuis que les villes mono-industrielles n'ont pas réussi à résoudre leurs problèmes ;
- Zone de frontière avec la Serbie et l'Hongrie, l'ouest de cette région a connu toujours une diversité ethnique et religieuse considérable.

Dans cette logique, nous avons choisi 8 territoires préliminaires d'étude (voir fig. 1), répandues dans tous les départements de la région, dans une vision multiscale. Nous appliquerons une forme unitaire d'analyse dans toutes ces territoires, dans le but d'être en

⁸ INS, 2013

mesure de relever les tendances régionale d'ensemble mais aussi des trouver des spécificités ou des particularités à chaque échelle et territoire.

a. A l'échelle « urbaine », 2 cas extrêmes sont prise dans l'étude : la ville de Timișoara (1- sur la carte), le « moteur » économiques, innovateur et démographique de la région⁹ et la Vallée du Jiu (8), un composite de 6 ville minières en crise. Si une émergence de l'ES semble logique et naturelle à Timișoara, le besoin de ce secteur et incontestable dans la Valle du Jiu, vue les problèmes d'insertion sociale, requalification et vieillissement.

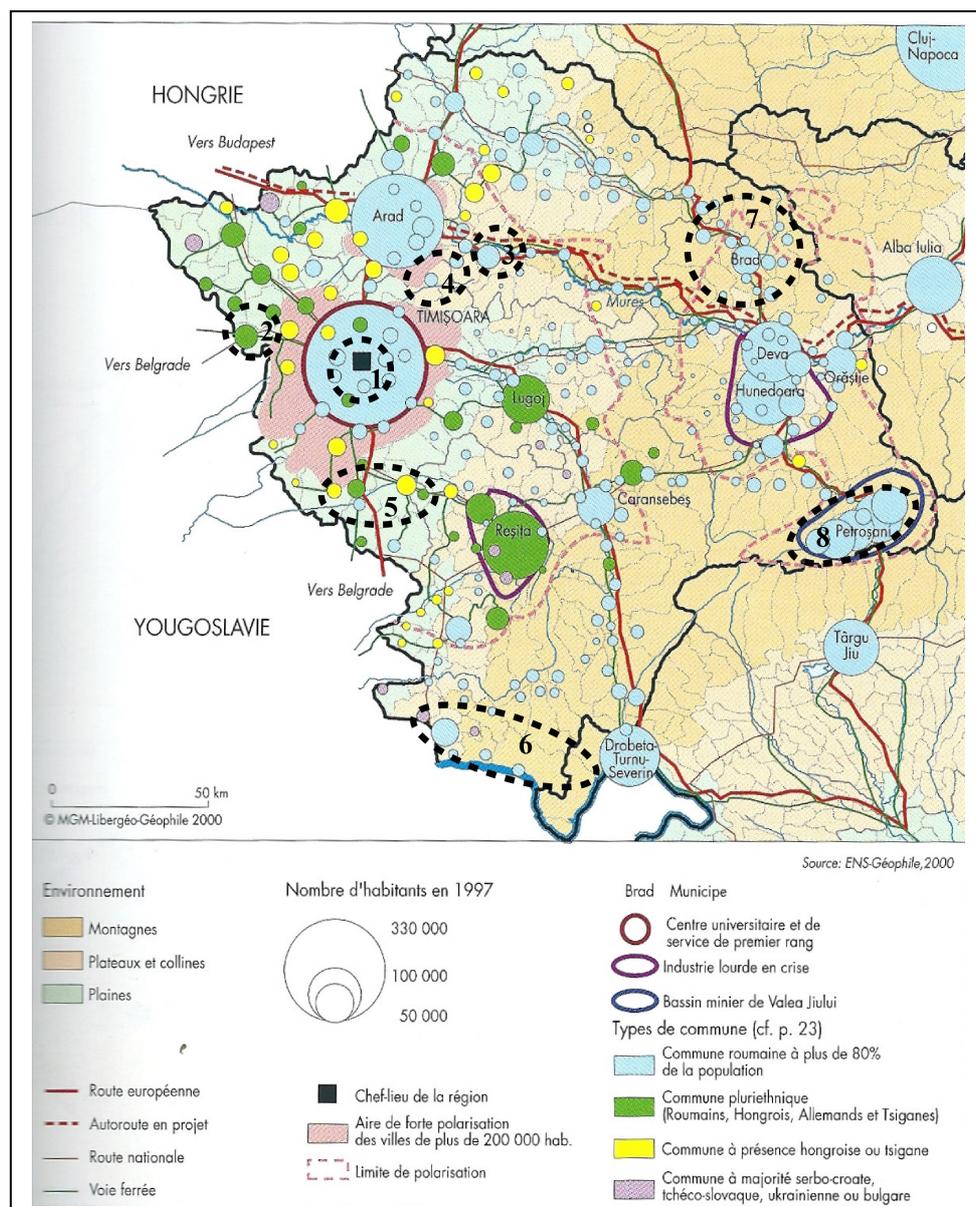


Fig. 1. Carte générale de la Région de l'Ouest : les terrains d'études
Source : Rey et all, Atlas de la Roumanie, 2007

⁹ 303.000 habitants en 2011 selon INS

b. A l'échelle de « petites villes », Jimbolia (2) et Lipova (3) connaissent des aspects communs. Démographiquement égales, ces 2 villes ont connu une multiethnicité remarquable (surtout les communautés allemande et hongroises). Si les pouvoirs publics n'ont pas eu des moyens suffisantes pour satisfaire les besoins sociaux, ce sont surtout les communautés ethniques ou leurs contacts étrangères qui induisent une effervescence au niveau de l'ES. Néanmoins, les OES de Lipova restent spécialisé dans le secteur d'aide aux personnes, alors que Jimbolia réussie quelques exemples de co-construction locale remarquable. Que fait la différence ? Les frontières, les personnalités locales... ?

c. L'échelle de GAL (Groupes d'Action Locale - 5, 6 et 7 sur la carte), en lien direct avec le programme LEADER, offre des perspectives des recherche intéressante, surtout parce que en Roumanie cette forme d'organisation est nouvelle voir novatrice - l'échelle d'intercommunalité étant inexistant. C'est sous cette forme que les communautés commencent à travailler ensemble, en réunissant des acteurs publics, privées et des OES. Dans ces laboratoires de début, il est opportun de noter qui sont les instigateurs, quelle est l'ouverture, quelles sont les faiblesses ou dans quelle mesure les petites villes polarisatrices peuvent assumer le leadership.

Le GAL le plus dynamique semble le « Timis-Torontal-Bârzava » (5 sur la carte), repandue dans 2 départements et situé à la frontiere avec la Serbie, avec 2 villes – Deta et Gătaia et quelques villages multietniques bien peuplées. Le GAL « Clisura Dunării » (6) semble plus limité du point de vue communicationnel (la seule ville, Molova Nouă n'arrive pas à polariser toute le couloir du Danube, surtout pas quelques communautés ethniques compactes isolées), et organisationnel car l'objectif unique est le développement du tourisme. De plus, ce territoire couvre également le département de Mehedinți, situé hors la Région Ouest. Enfin, le GAL de « Țara Zărandului » (7) reste profondément rural, la ville de Brad ne faisant pas partie de cette structure. Néanmoins, il s'agit d'un rural qui se recompose, les anciennes mines fermées partout dans ce territoire ne pouvant plus soutenir des salariés. Quel avenir ? Vers l'agriculture, petite industrie, tourisme, dépeuplement ?

d. L'échelle rurale este représentée par un seul cas particulier, notamment quelques communes situee à la limite de départements de Timiș et Arad (4 sur la carte). Après les restructurations industrielles massives des villes de Timișoara et Arad, les premiers touchés ont été les navetteurs, dans ce cas, la population de ces communes éloignées. Une bonne partie de la population est devenue assistants maternelles. Dans le village de Murani, par exemple, ont été recensés 100 enfants institutionnalisées sur 580 habitants¹⁰. Face aux

¹⁰ DGASPCTM, 2013

problèmes de ségrégation et d'insertion sociale de ces futures adultes, les OES et les autorités publiques sont interrogées. Malgré l'implantation des quelques réseaux internationaux d'ES, les situations restent encore complexes, comme dans la majorité des territoires choisis dans notre étude.

III. DES RESULTATS PRELIMINAIRES ET DES NOUVELLES PISTES DE RECHERCHE

Quelques résultats préliminaires sont possibles grâce aux 25 entretiens et 35 questionnaires réalisés en mai 2012 auprès de représentants d'OES et des établissements publics de la Région Ouest.

Au niveau d'*inclusion sociale*, la situation qui nous apparaît inquiétante concerne les établissements publics, qui manifestent un déni de reconnaissance à l'égard du secteur de l'ES. Les problématiques de consensus, de partenariats et de dialogue social restent encore des sujets qui nécessitent un développement spécifique au niveau de la coopération entre ces deux parties, surtout dans le but de soutenir les groupes vulnérables.

Un exemple de *dissymétrie* concerne l'accès des groupes vulnérables aux services développés pour eux par les Unités Protégées (UPA, structures d'insertion par l'activité économique). L'espace rural reste défavorisé à ce niveau, la majorité des UPA se retrouvant dans des départements dotés de grandes villes comme Timis, Cluj, Constanta ou Bucarest. Cela est directement lié à la concentration dans les espaces urbains des forces et des initiatives des ONG mais aussi des autorités publiques.

Parallèlement, *au niveau territorial*, le nombre et la densité des OES connaissent une forme insulaire, proportionnelle à la taille de chaque centre urbain. Si les petites villes concentrent des ONG, elles ne réussissent pas à diffuser un développement autour d'elles. Les deux grands pôles, Timișoara et Arad, ont chacun une couronne assez homogène de ce point de vue. Dans ce contexte, il est possible d'observer un territoire plus cohérent et homogène dans la partie ouest de la région, fait expliqué par un taux d'urbanisation plus élevé, une multiethnicité remarquable et aussi par la proximité de la frontière. Le plus touché semble être le « rural isolé », caractérisé par des petits villages où l'économie de subsistance, le vieillissement et le « manque de nouveauté » sont caractéristiques. Mais les plus visibles sont les réseaux religieux, surtout catholiques ou protestants, intégrés dans des structures interactionnelles d'entraide, leurs poids étant parfois remarquables dans les territoires multiethniques (fig. 2).

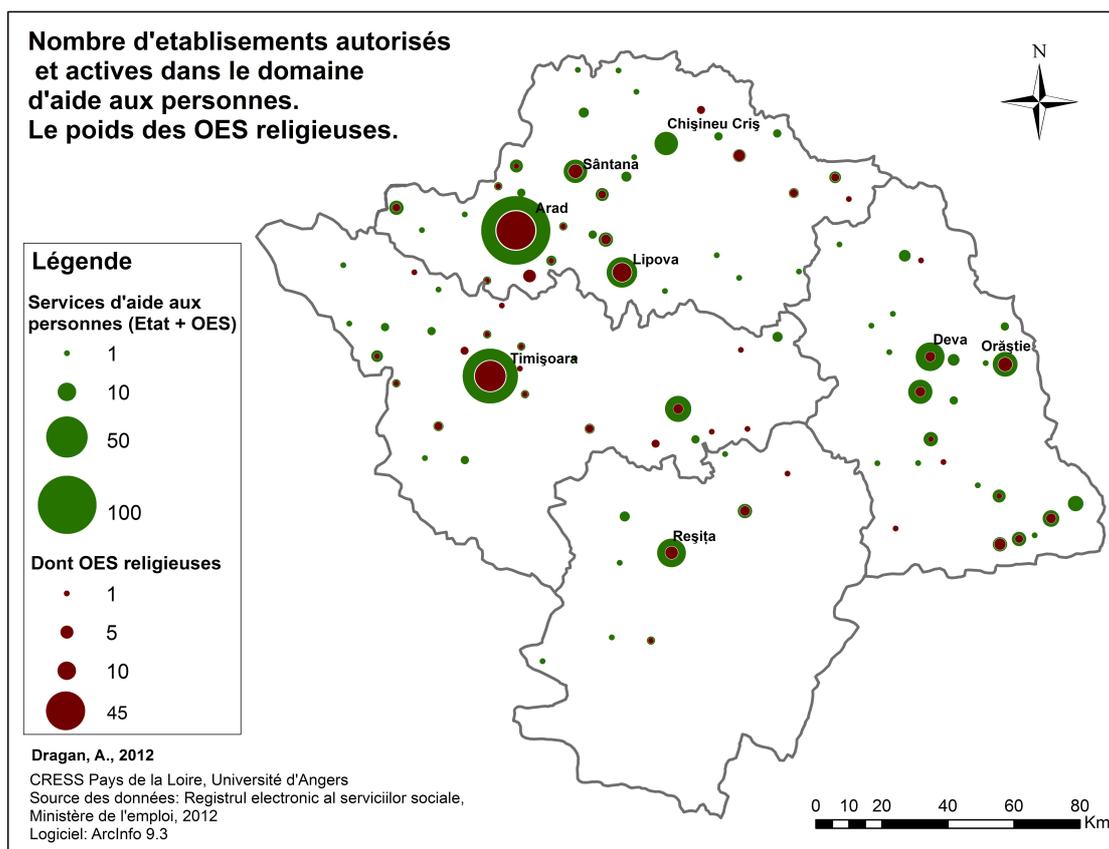


Fig. 2. Clivage Ouest – Est : le poids des OES religieuses dans le nombre total des structures de l'aide aux personnes

Au *niveau local*, les OES de Timisoara peuvent être différenciées selon leurs implication et partenariats en OES « pionniers de la co-construction », OES « coopération pression », « des OES indépendantes » ou « petites OES » et OES « nuance privée ». Ce fait montre une maturation et diversification de l'ES au niveau de grandes villes, pionniers et locomotives à ce niveau en Roumanie.

CONCLUSIONS

Dépourvu d'un cadre législatif unitaire, disposant de peu de personnes expérimentées, de peu de soutien politique ou financier, le secteur de l'ES s'est bâti par lui-même. Comme toutes les nouveautés, les pratiques opportunistes ont érodé son image, déjà fragile. Mais les difficultés tendent à se réduire de ce point de vue, grâce à une « sélection naturelle » en mettant en évidence les OES qui ont un intérêt communautaire ou une stratégie.

Exceptés les grands villages ou ceux à proximité des grandes villes, l'espace rural de la région de l'Ouest ne connaît pas encore une dynamique remarquable concernant

l'Economie Sociale. Le plus touché semble être le « rural isolé », caractérisé par des petits villages où l'économie de subsistance, le vieillissement et le « manque de nouveauté » sont caractéristiques.

Dans ce contexte de peu de visibilité et reconnaissance, une limite constitue la difficulté d'interroger auprès des acteurs de l'ES mais qui n'ont pas la conscience d'appartenance à ce secteur. De plus, le regard des autorités publiques est souvent problématique, car la pression de l'ES n'est pas vue comme constructive. C'est ici où la confusion entre non-gouvernementale et anti-gouvernementale est faite. Une difficulté constitue également le décryptage des actions réelles et multiplicatives, car il n'est pas rare de trouver des stratégies et des discours qui restent sur papier. Conjugué avec des exemples étrangers qui peuvent être importés, cet achèvement donne des espoirs pour l'étude d'une économie qui doit savoir où elle va.

BIBLIOGRAPHIE

- ASIMINEI R., (2011), « Economia socială – delimitări conceptuale (L'économie sociale – delimitations conceptuelles) », *Revista de Economie Sociala*, nr. 2, 2012, Tamangiu, Iasi, Roumanie, pp. 3-20
- BALOGH M., (2008), « The role of Romanian NGOs in the democratization process of the society after 1990 », in Osborne (éd), *The Third Sector in Europe – prospects and challenges*, Routledge, Abingdon, pp. 53-66
- BARBU E. (1996), *Din istoria cooperatiei de consum si de credit din România*, Craiova, Ed. Scrisul Românesc
- BOUCHARD M-J. (2011), « Cadre conceptuel pour définir la population statistique de l'économie sociale au Québec », Copublication *Chaire de recherche du Canada en économie sociale* et Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), 138 p.
- BOTEZAT D., (2012), « Instituțiile și dezvoltarea socio-economică (Les institutions et le développement socio-economique) », *Revista de Economie Sociala*, nr. 2, 2012, Tamangiu, Iasi, Roumanie, pp. 40 – 49
- HEEMERYCK A., (2011), « Les ONG de démocratisation en Roumanie », *Multitudes* 4/2011 (n° 47), p. 62-70
- LEŠ E., JELIAZKOVA M., (2007), « The social economy in Central East and South East Europe », in Noya (éd) *The Social Economy – Building Inclusive Economies*, OECD, Danvers, pp. 189-2009.
- PIROTTE GAUTIER, (2008), « La société civile roumaine post-communiste », *Autrepart*, 2008/4 n° 48, p. 153-164.
- Atlasul Economiei Sociale*, 2011, FDSC, 26 p.
- PREDA M., (2009), *Riscuri si inechitati sociale in Romania*. Raportul Comisiei Prezidentiale pentru Analiza Riscurilor Sociale si Demografice, Polirom, 408 p.
- RAPPORT BNS (2012), *România în contextul Agendei UE 2020*, 96 p.
- RAPPORT MINISTÉRIEL MMFPS, 2008, *Raportul Național Strategic privind Protecția Socială și Incluziunea Sociala*, pp. 24
- REY ET ALL, 2007, *Atlas de la Roumanie*, La Documentation française, 198 p.
- VLĂSCEANU M., (1996), *Sectorul non-profit. Contexte, organizare, conducere*, Panaidea, Bucuresti
- VLĂSCEANU M., (2010), *Economie socială și antreprenariat social. O analiză a sectorului non-profit*, Polirom, Iași, 205 p.
- CACE S. et all., (2010), *Economia Socială în România – două profiluri regionale*, Expert, Bucuresti, 242 p.
- ZAMFIR ELENA, FITZEK S., (2010), « Economia socială, soluție la incluziunea socială pe piața muncii (L'économie sociale, solution pour l'inclusion sociale sur le marché du travail) », *Revista de Economie Socială*, nr. 1, 2011, Tamangiu, Iasi, Roumanie, pp. 1-19

